

Boualem Sansal-Pierre Vermeren : « Pourquoi la guerre d'Algérie n'est pas finie »

GRAND ENTRETIEN - Pour l'historien Pierre Vermeren, spécialiste du Maghreb, «la France semble ne s'être jamais remise de la guerre d'Algérie». Un constat partagé par l'écrivain algérien Boualem Sansal, témoin à la fois de la guerre d'indépendance et de la guerre civile.

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié le 29 novembre 2019 à 07:01, mis à jour le 29 novembre 2019 à 21:03

LE FIGARO MAGAZINE. - Huit mois après le «printemps algérien», où en est l'Algérie? Le processus électoral en cours est-il démocratique et transparent ? Pourquoi les Algériens sont-ils divisés ? Cela va-t-il, malgré tout, dans le bon sens ?

Boualem SANSAL - L'Algérie vit dans le drame depuis son indépendance, lorsque le colonel Boumediene, chef de l'armée des frontières, s'est emparé du pouvoir et a placé son homme, Ben Bella, à la présidence de la République et son secrétaire particulier, Bouteflika, à la tête du puissant ministère des Affaires étrangères. La Constitution de l'Algérie venait de s'écrire là pour toujours.

A mon avis, les Algériens ne sont pas si divisés, il est difficile de l'être dans une dictature qui sanctionne durement tout écart. En 1988, des foules fanatisées par des prédicateurs saoudiens et égyptiens qui préparaient la révolution islamique mondiale, ont occupé la rue, persuadées d'avoir trouvé l'arme absolue pour abattre le régime : l'islamisme. Mauvaise pioche, la chose nous a explosé à la gueule, et in fine a renforcé la junte qui à nouveau s'est posée en sauveur de la patrie. Elle a même réussi à convaincre les gentils Européens qu'ils avaient besoin d'elle pour les protéger du terrorisme et continuer à vivre dans l'insouciance.

En 2019, [les Algériens réoccupent la rue](#), mais de belle manière cette fois, ils n'invoquent ni Allah ni ses saints, leurs armes sont l'*ibtissem* (sourire) et la *silmiyya* (non-violence). Le chef de l'armée, Ahmed Gaïd-Salah (dit AGS), un homme ambitieux, brutal et corrompu, voit la chance de sa vie, à 79 ans passés, et profite du dégagisme ambiant pour se débarrasser de Bouteflika et son clan et se poser en sauveur de la patrie. Enivré par son succès, il convoque la justice et jette en prison ceux qui lui déplaisent et tous ceux qui pourraient un jour rêver de lui disputer le pouvoir. Le peuple n'est pas dupe, les tueurs s'entre-tuent, c'est bon à prendre. On en est là. L'autre problème est l'économie qui est à l'agonie, mais c'est là une autre histoire qui pourrait bien être la plus dramatique de toutes.

Le 12 décembre, AGS aura son président de la République. C'est Tebboune [*Abdelmadjid Tebboune, éphémère Premier ministre de Bouteflika, ndlr*], son vieux complice. Le Hirak continuera mais le cœur y sera-t-il? AGS sortira-t-il les blindés ? Entrerons-nous dans une nouvelle guerre civile ?

Pierre VERMEREN - Ce qui s'est déroulé depuis bientôt un an en Algérie a rassuré les Algériens sur l'état moral de leur société, et sur leur capacité à dire non, avec détermination et pacifisme, à un blocage politique devenu surréaliste depuis des années. Mais le pacifisme

montre ses limites face à un régime militaire qui a peur de l'inconnu et de sa propre société, et qui est bien décidé à passer en force au nom de la «démocratie». Les Algériens ont tellement entendu de promesses qu'ils sont las. Il est évident qu'en cas de choc économique violent, on entrerait dans l'inconnu.

L'islamiste nouveau est dans le management stratégique, la corruption d'affaires et la prise d'otage scientifique.

Qui tient aujourd'hui le pays: l'armée, les islamistes, un mélange des deux?

Boualem SANSAL.- Ce n'est pas l'armée, c'est AGS: il tient l'armée d'une main et l'Algérie de l'autre. Les islamistes observent de loin en faisant des calculs. Ils ont évolué, le djihad à la bombe artisanale ne les intéresse plus, ils ont adopté l'islamisme à la française, à la turque, à la tunisienne. Costume et cravate obligatoires, c'est bac + 5 à l'entrée, ils font du business, de l'entrisme au plus haut niveau, du noyautage, de l'agit-prop, de la sape, occupent le terrain aux bons endroits, saturent les réseaux sociaux, mobilisent femmes et enfants, ferrailent dans les tribunaux, haranguent dans les amphis universitaires, organisent colloque sur colloque, préparent les cités à l'autodéfense, achètent des maires et des députés... L'islamiste nouveau est dans le management stratégique, la corruption d'affaires et la prise d'otage scientifique.

Pierre VERMEREN - Au lendemain de la guerre civile, le président Bouteflika, qui s'est fait élire en 1999 sur un programme de «réconciliation nationale» (sorte de «paix des braves»), a pris acte de la puissance sociale des islamistes. Il les a amnistiés en échange de leurs armes, leur accordant des licences, des emplois et des agréments divers. Entre le partage de la rente en interne et l'argent du Golfe, certains islamistes ont accumulé des fortunes, devenant des notables à attaché-case. N'oublions pas que leurs maîtres salafistes au Moyen-Orient, grâce à la rente pétrolière versée par l'Occident et l'Asie, volent en jet et plastronnent à Londres ou dans les grands magasins parisiens en dress code islamique et marques de luxe. Les grottes et les grandes barbes, c'est dépassé. De fait, sous la direction de l'armée, faute de réforme éducative et culturelle profonde, la salafisation de la société s'est poursuivie à bon train: à l'armée le pouvoir, aux islamistes l'idéologie. Entre les deux, le peuple algérien cherche une troisième voie.

En 1991, le processus électoral avait conduit à la victoire des islamistes puis débouché sur la guerre civile. Un tel scénario est-il complètement à exclure aujourd'hui ?

Boualem SANSAL - Il ne faut jamais rien exclure. Ceux qui en Algérie et en France sous-estimaient l'emprise islamiste sur la société se mordent les doigts aujourd'hui, les voilà comme les autres pris en otage, ligotés, muselés. L'islamisme, il faut le considérer dans sa dimension planétaire, historique et stratégique, pas seulement le vendredi devant la mosquée de son quartier !

Pierre VERMEREN - C'est exactement la même chose en France aujourd'hui. On regarde à Paris l'islamisme comme la résultante de la crise des banlieues ou un biais sociologique. Or, c'est la pièce d'un puzzle mondialisé, dont les donneurs d'ordres sont au Moyen-Orient. Aucune élection dans le monde arabe ne se déroule sans le transfert de valises (ou de containers) de billets de banque en provenance du Golfe. C'est très différent du début des années 1990, et c'est pire. On parle toute la journée de mondialisation, et quand on devrait réfléchir à la mondialisation de l'islam et de sa composante salafiste, on devient aveugle. Or, le Maghreb comme l'Europe occidentale, qui pourraient fonctionner en bonne intelligence et

coprosperité dans un monde idéal, sont dans la ligne de mire des fondamentalistes du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Je pense que les Algériens n'ont aucune envie de renouer avec une guerre civile trop bien connue. Mais pas question pour les ennemis de la démocratie libérale de laisser le Maghreb devenir une terre démocratique proche de l'Europe. Donc oui, il faut redouter les ingérences hostiles et leurs effets potentiels.

A l'époque, quelles avaient été les conséquences pour la France ?

Pierre VERMEREN - Dans les années 1990, on estime que la France a accueilli 500.000 immigrés et réfugiés algériens supplémentaires. A la fin de la guerre, il n'y avait plus qu'un professeur de français agrégé en Algérie, le sale boulot avait été mené jusqu'au bout. Charles Pasqua a laissé s'installer en France des milliers de cadres algériens (médecins, journalistes universitaires, fonctionnaires...) qui ont fait leur place en France. Puis il a fallu former - notamment en coopération - une nouvelle génération de cadres. Mais les conséquences pour la France vont bien au-delà de ce mouvement de population. D'abord, c'est le développement de l'islamisme dans les banlieues de l'islam, dont les autorités françaises ont mis vingt ans à comprendre les dangers. Ensuite, la guerre civile algérienne relance la guerre civile franco-française que de Gaulle avait enterrée à coups d'amnistie et d'amnésie. Comme les islamistes perdent cette guerre, leurs amis français - qui sont nombreux, souvent par haine du régime algérien - ont promu le fameux «qui tue qui?», accusant l'armée algérienne des pires exactions, voire d'avoir manipulé de bout en bout cette guerre. En retour, pour effacer l'humiliation de la guerre civile et répondre à ces agressions, les autorités algériennes, Bouteflika en tête, vont relancer, et surtout inventer, toute une dialectique pour criminaliser la France coloniale, délibérément associée au nazisme (chambres à gaz, génocide, fours crématoires, crime contre l'humanité, etc.). Le résultat: affaire Aussaresses [*général et parachutiste de l'armée française ayant reconnu avoir recouru à la torture en Algérie, ndlr*], Le Pen 2002, émeutes de banlieues en 2005, violences antisémites, hystérie collective de 2007, [naissance des Indigènes de la République](#), etc. La facture est lourde.

Boualem SANSAL - Émigration, terrorisme, islamisation des banlieues, trafics en tout genre. C'était un début, la France n'a pas fini d'en voir. Nos islamistes, nos généraux, nos caciques du FLN, nos kleptomanes, sont tous ici. La France les a accueillis, naturalisés et leur a reconnu le droit de la juger pour haute trahison, racisme et islamophobie. Pourquoi n'en useraient-ils pas? Ça donne à manger.

Quelles seraient les conséquences aujourd'hui d'une éventuelle déstabilisation de l'Algérie ?

Boualem SANSAL - Le pouvoir n'a jamais cessé de massacrer les Algériens avec, toujours, les mêmes conséquences pour la France: des clandestins et des réfugiés en plus, de l'islamisme en prime, des problèmes nouveaux dans les banlieues. A mon avis, la situation va empirer, AGS n'est pas homme à reculer, il ira jusqu'au bout de son ambition et de sa folie.

Pierre VERMEREN - Je ne sais pas. Il y a d'une part la situation au Maghreb, qui est d'une manière ou d'une autre riviée à l'Algérie. Rappelons, que la Tunisie, la Libye et le Sahel sont voisins de ce pays, et que les Marocains ont les yeux braqués sur Alger. Et de l'autre, la situation intérieure française et européenne. La montée des votes nationalistes et identitaires dans toute l'Europe occidentale, suite à la grande crise migratoire de 2015-2016, et l'afflux de réfugiés et de faux réfugiés qui se poursuit, donnent à penser que la réédition des années 1990

n'est pas possible, sauf à créer un danger mortel pour la construction européenne, déjà malmenée par le Brexit. Les enjeux ne sont donc pas à prendre à la légère.

Si l'Europe était moins évanescence, elle taperait du poing sur la table en exigeant que l'Algérie satisfasse son peuple...

Le risque de submersion migratoire évoqué est-il un fantasme ? Qu'en est-il du risque terroriste ?

Boualem SANSAL - Si le Hirak échoue, en conséquence d'une répression féroce qui se dessine déjà, nous allons tous débarquer en France, 42 millions environ. On ne joue pas à se faire peur mais tout dans la démarche d'AGS et de sa *issaba* (gang) pousse dans ce sens.

Pierre VERMEREN - Un n'en finira jamais de payer la facture de l'économie pétrolière! les hydrocarbures sont partout une malédiction car on se bat à mort pour capter la rente pétrolière. Et comme l'Occident accueille ensuite les pétrodollars, il ne fait rien, depuis vingt-cinq ans, pour passer à l'après-pétrole. Donc, il nous faut endurer cette situation et ses risques. Je refuse de penser au retour du chaos en Algérie, et à une vague hors de contrôle. Mais si l'Europe était moins évanescence, elle taperait du poing sur la table en exigeant que l'Algérie satisfasse son peuple, en échange d'une aide massive à sa mutation économique. Il faudrait aller de l'avant au lieu d'attendre le chaos.

Pierre Vermeren, dans votre livre, vous écrivez cette phrase terrible : «la guerre d'Algérie n'est pas finie». Qu'entendez-vous par-là ? Boualem Sansal, partagez-vous ce constat ?

Pierre VERMEREN - C'est bien sûr une formule. Mais la guerre d'Algérie a aussi été une tragique guerre civile, en France comme en Algérie. Résultat, les deux nations sont hantées par cette histoire. On a vu l'Algérie plonger dans les années 1990 sur des thématiques et avec un vocabulaire des années 1950. En France, on s'en tient à une confrontation verbale mais de plus en plus rude - j'exécute là l'instrumentalisation de la guerre d'Algérie par les islamistes et leurs amis. Qui monte aujourd'hui aux extrêmes en France, dans les débats publics et politiques ? Faut-il donner les noms, à gauche et à droite, très à gauche et très à droite, de toutes les personnalités qui portent dans leur cœur les cicatrices algériennes ?

Boualem SANSAL - Oui et je vais plus loin, je dis qu'il faut refaire les négociations d'Évian. Cet accord nous a maintenus dans une guerre perpétuelle, dans le ressentiment et les règlements de comptes jamais apurés. Nous devons en sortir et construire quelque chose de sain qui répare, qui arrange, qui projette dans l'avenir.

En 2012, Nicolas Sarkozy, sous l'influence de Patrick Buisson, a hésité à dénoncer les accords d'Évian et notamment de revenir sur le titre de séjour spécifique que peuvent obtenir les Algériens. De quoi s'agit-il ? Cela a-t-il de réelles conséquences ? Lesquelles ?

Boualem SANSAL - Ce sont là détails administratifs. Si le Hirak réussit, l'Algérie réalisera son indépendance nationale et les problèmes nés des accords d'Évian et des conventions conclues par les deux gouvernements sur le dos des peuples, se résoudre d'eux-mêmes. La France offrirait gratuitement visas et cartes de séjour que les Algériens ne les prendraient pas, ils seraient trop occupés à reconstruire leur pays retrouvé.

Pierre VERMEREN - Les accords d'Évian ont été torpillés par Boumediene, et les règlements migratoires ont été révisés dix fois. Que l'Algérie soit traitée comme un pays normal, c'est là chose évidente. Mais il faudrait que nous considérons les pays d'Afrique du Nord, et j'y associe les pays arabes du Moyen-Orient, comme des pays normaux : or, sous la Ve République, l'Élysée, la Défense et l'Intérieur ont dans ce domaine la prééminence sur le Quai d'Orsay et Matignon. C'est le domaine réservé. Quand c'était de Gaulle, ça allait. Depuis, il y a de la perte en ligne.

Plus largement, Pierre Vermeren, vous dénoncez l'ingérence de l'Algérie, mais pas seulement, dans l'islam de France. Là encore quelles sont les conséquences et comment éviter cette dérive ? Boualem Sansal, la construction d'un islam de France indépendant vous semble-t-elle possible ?

Pierre VERMEREN - Les Français ont attendu trente ans (voire plus) pour réaliser que l'immigration musulmane installée en France allait y rester. De 1962 à 1992, la France a délégué l'islam en France à l'Algérie. Quand la guerre civile a frappé, l'Algérie déstabilisée a laissé de facto une place au Maroc. Puis les islamistes se sont engouffrés dans la brèche, en attendant les Turcs d'Erdogan. Aujourd'hui, «l'islam consulaire» domine, d'autant qu'il surfe sur la vague djihad-salafiste pour justifier sa présence. En face, ils ont affaire à une classe politique très largement dépassée - faute de formation de base. Il faudrait, en dix ans, sanctuariser l'islam de France. Ce ne sera pas simple. Mais un impôt religieux librement consenti - à l'allemande - pourrait faciliter les choses: «*Vous êtes croyants et vous voulez un lieu de culte desservi par des Français ? Vous payez une contribution diligentée par l'État laïc garant.*» Songez au fait que le PIB de la diaspora maghrébine en Europe équivaut au PIB du Maghreb. Donc les aides extérieures sont superfétatoires.

Boualem SANSAL - Ça n'existe pas, l'islam de France, indépendant, laïc et quoi encore. Il y a l'islam, point. Il va où il veut, l'univers lui appartient par décret divin. Non, franchement, entre ordres d'Alger, conseils de Rabat, directives de Bruxelles, suggestions de Berlin, menaces d'Ankara, souhaits de Riyad et de Doha, on se demande de quoi «*s'occupe à s'occuper*» le gouvernement français comme disait Mme Rachida Dati. Si les rapports de technocrates réglaient les problèmes, on en commanderait cent par jour. Il faut réfléchir un peu quand même : juifs, chrétiens et musulmans ont mis des siècles pour organiser leurs religions et on voudrait qu'un rapport administratif de 100 pages, truffé de y'a qu'à, faut qu'on, organise l'islam de France, et en rupture s'il vous plaît avec l'Islam d'Allah, de Mahomet, des Lieux Saints et du monde musulman qui compte 1,8 milliard de fidèles peu disposés à accepter de voir des mécréants tripatouiller leur religion. Ecrire des rapports officiels pareils est d'une inconscience et d'une prétention folles.

Déni français, de Pierre Vermeren, Albin Michel, 288 p., 19.90 €.